

SHORT NEWS

Abzocke über Luxemburg

(rg) - Die auch in Luxemburg bekannte Computerzeitschrift c't berichtet von einem deutscher User, der von einer Kontaktplattform die in Luxemburg angemeldet ist, über's Ohr gehauen wurde. C-Date, die Dating-Plattform von Interdate S.A., will „sinnliche Begegnungen, die glücklich machen“ vermitteln. Um Kontaktangebote des anderen Geschlechts einsehen zu können, wird ein Zugangsabo per Kreditkarte fällig, z.B. zum Preis von 59,90 Euro pro Monat, kündbar 14 Tage vor Ablauf der Monatsfrist. Der c't Leser hatte schnell herausgefunden, dass er nicht fündig würde und wollte fristgerecht kündigen, was ihm aber wegen einer nicht funktionierenden Kündigungs-Faxnummer und dem online nur verspätet zugänglichen Kündigungsformular nicht gelang. Die formlose Kündigung per Mail akzeptierte Interdate nicht. Erst nach mehrfachen Versuchen und nach einer einmaligen Abbuchung der Gebühr für ganze drei Monate, wurde das Abo storniert. Nachdem c't mit den Beschwerden ihres Lesers vorstellig wurde, lenkte die Luxemburger Firma - erreichbar nur über eine schweizerische Kommunikations-Gesellschaft - ein und zahlte zurück. c't schlussfolgert: „wer sich mit luxemburgischen Firmen einlässt, sollte sorgfältig prüfen“, doch sei nach EU-Recht die formlose Kündigung ausreichend, sofern sich der Kunde eindeutig identifizieren lässt.

Financement de la culture : l'ADR s'en mêle

(lc) - Maudits sont les artistes luxembourgeois ! Ils doivent être en bien mauvaise posture si même un Fernand Kartheiser s'intéresse à leur sort. Dans une question parlementaire posée cette semaine au ministre de la Culture Xavier Bettel, le député ADR part du constat que beaucoup de créatifs du cru ne se sentiraient pas assez soutenus par leur ministère et veut notamment savoir qui décide des subventions de soutien aux artistes. C'est clair, Kartheiser tente de rebondir sur l'« affaire Schram vs Lunghi » qui a embrasé les feuillets ces dernières semaines et dont les cendres sont encore chaudes. Pourtant, quelques recherches dans le budget 2017 présenté la semaine dernière auraient pu lui épargner pas mal de boulot - et au fonctionnaire du ministère qui doit répondre aussi. Ainsi, il aurait pu lire que pour les relations culturelles internationales 212.000 euros sont prévus, 975.000 euros pour les subsides aux associations et 170.800 euros pour les bourses à la création. Et même découvrir que le suivi des assises culturelles coûtera 200.000 euros l'année prochaine - ce qui rendra les « rendez-vous du jeudi » particulièrement chers.

woxx@home

Unbriefed

„Ass e Briefing?“ Meistens erreicht diese Frage den Koordinator am ohnehin stressigen Redaktionsschluss-Donnerstag. Mit dem Briefing ist jene Pressekonferenz gemeint, die jeweils nach dem - in der Regel - freitäglichen Regierungsrat abgehalten wird. Am Ende der Ära Juncker gab es solche Presstertine kaum noch. Begründet wurde das oft mit der Abwesenheit des damaligen Premiers, der in Sachen Europa unterwegs sei. Xavier Bettel hielt anfangs nicht nur wieder fleißig Briefings ab, er führte auch die Neuerungen ein, dass RegierungskollegInnen dabei sein durften, um besonders wichtige Vorhaben aus ihren Ressorts vorzustellen. Doch inzwischen scheint auch hier der Drang zur Kommunikation etwas abgenommen zu haben. Zunächst wurde irgendwann entschieden, die Presse nicht länger im Voraus über die Tagesordnung zu informieren. Die spannende Frage, was denn im Regierungsrat besprochen werden soll, ist nun der gewichen, ob es überhaupt ein Briefing gibt. Leider wird diese immer öfter mit „Nee“ beantwortet. Bei unseren Nachbarn gibt es so etwas wie eine Bundespressekonferenz. Die wird jeweils von JournalistInnen einberufen und geleitet, weil es die Medien sind, die entscheiden, welche Informationen sie wann benötigen ...

AKTUELL

SYNDICALISME

Centenaire, pas grabataire

Luc Caregari

Une petite trêve dans la lutte - la cérémonie des cent ans des « Fräi Gewerkschaften » a été un spectacle de fractures et d'ouvertures.

Disons le d'emblée : le prix de l'intervention la plus nulle de la soirée revient sans aucun doute au premier ministre Xavier Bettel. Certes, un libéral à une soirée dédiée aux luttes syndicales, c'est un peu l'éléphant dans la boutique de porcelaine, mais quand même, évoquer l'imagerie dantesque du dialogue social où les syndicats feraient figure d'extincteurs des feux de l'enfer, il fallait oser. Ou, comme l'a remarqué un député plus tard lors de la réception : « Si Juncker avait été l'invité, toute l'audience en serait sortie convaincue que c'est lui qui a fondé l'OGBL. »

À part ça, la séance académique a été plutôt agréable, comparée à d'autres réunions du même genre. C'est surtout le speech d'ouverture des hostilités du président de l'OGBL, André Roeltgen, qui restera dans les mémoires. Devant un parterre de personnalités pas toujours amies des syndicats et des revendications sociales - qui allait du CSV au LSAP en passant par le DP et la Chambre de commerce -, il a tenu un discours de syndicaliste de bonne facture. Fustigeant au passage les politiques d'austérité et leurs conséquences néfastes ainsi que la montée de l'extrême droite partout en Europe, il n'a pas négligé de rappeler les blocages patronaux dans le dialogue social. Une réalité qui, malgré certaines améliorations, reste assez dure à accepter pour le syndicat majoritaire. Surtout face à un gouvernement sans les conservateurs, qui n'a pourtant pas réussi à débloquent de façon crédible le fameux « modèle luxembourgeois ».

Sinon, l'humeur était plutôt celle de l'encensoir. La façon dont les syndicats libres, puis LAV, avant de devenir l'OGBL en 1979, ont façonné l'histoire du pays a été mise en avant toute la soirée, ponctuée par des extraits du film « Streik », une commande du syndicat exécutée par Andy Bausch, présentée au début de l'année et qui sera disponible bientôt en DVD. Et il est vrai que les luttes so-

ciales menées par les organisations ouvrières, leurs victoires et leurs défaites aussi, font indiscutablement partie du Luxembourg tel qu'on le connaît.

Syndicat unique - la plaie béante

Pourtant, la cerise sur le gâteau a été posée par l'historien « rouge » Denis Scuto. En faisant la chronologie des mouvements sociaux et ouvriers du grand-duché dès leurs premiers balbutiements, il a surtout relevé le fait que les premières organisations de type syndical ne dataient pas de 1916, mais de l'année 1848. Donc que la date choisie pour célébrer le centenaire des « syndicats libres » était



OGBL feiert das 100. Jubiläum der freien Gewerkschaftsbewegung in Luxemburg (1916-2016)

un peu fortuite, malgré le fait que la fondation du « Luxemburger Berg- und Hüttenarbeiterverband » et du « Luxemburger Berg- und Metallindustriearbeiterverband » en 1916 constituait une avancée notable dans la défense des droits des ouvriers. Un fait que même le patron des patrons de cette époque, Émile Mayrisch, avait noté. Dès 1917, il avait fait savoir aux directeurs de ses usines que le temps où l'on pouvait encore ignorer les revendications ouvrières était révolu et qu'à l'avenir il faudrait composer avec eux au nom de la paix sociale.

Mais Scuto a aussi remué le coude dans la plaie toujours béante de l'OGBL : celle de ne pas être le syndicat unique au Luxembourg. Ce rêve a pourtant été une constante dans toute l'histoire du syndicat. Mais il a beau détenir la majorité absolue à la Chambre des salariés et disposer de milliers de délégués, son concurrent éternel, le LCGB, résiste toujours.

D'ailleurs, petite anecdote pour la fin et pour illustrer la réalité de cette faille, les serveurs qui arrosaient les invités à la réception après la séance académique étaient bien syndiqués... mais au LCGB !